

A V I S

de la Chambre des Fonctionnaires

et Employés publics

sur

**le projet de règlement grand-ducal ayant pour ob-
jet de modifier la réglementation sur les pensions
des fonctionnaires communaux**

Par dépêche du 14 mars 1995, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a demandé, "*dans un proche délai*", l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics sur le projet de règlement grand-ducal spécifié à l'intitulé.

D'après la lettre de saisine, le projet aurait pour but de "*transpose(r) dans le secteur communal les dispositions introduites dans la législation sur les pensions des fonctionnaires de l'Etat par la loi du 8 juin 1994, tout en tenant compte des caractères spécifiques du secteur communal*".

Le but de la loi précitée du 8 juin 1994, quant à elle, avait déjà été la transposition, dans le régime de pension des fonctionnaires de l'Etat, de certaines des dispositions de la loi du 24 avril 1991 ayant pour objet l'amélioration des pensions du régime contributif, à savoir de celles ayant un caractère nettement social (entre autres: refixation du taux de réversion des pensions de veuves, de survie et d'orphelins dérivées de carrières incomplètes, introduction des 3e et 4e "*baby years*" et prise en compte des périodes de soins comme service comptant pour l'ouverture du droit à pension) et dont l'équité commande que les principes soient rendus d'application générale dans tous les régimes.

La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ne peut en conséquence que se déclarer d'accord avec le projet pour ce qui est du fond.

Par contre, en ce qui concerne la forme, la Chambre regrette de devoir constater que la présentation du texte est loin d'être parfaite.

Ainsi, la deuxième feuille du projet, qui en comporte quatre imprimées en recto-verso, est inversée, de sorte que la page 4 précède la page 3. Cette erreur est d'autant plus lourde de conséquences que les pages ne sont pas numérotées, ce qui rend incompréhensible le texte pour les non-initiés.

Ensuite, les auteurs se sont donné du mal pour trouver des termes différents pour exprimer la même chose, ce qui est louable en prose, mais ne convient guère dans un texte juridique. A titre d'exemple, on peut citer les expressions "*est inséré*", "*est complété par*" ou "*est ajouté*".

Par ailleurs, certaines des nouvelles dispositions sont imprimées en caractères gras alors que d'autres ne le sont pas, ce qui complique davantage la compréhension du texte.

A part ces lapsus, la Chambre constate que les auteurs n'arrivent pas à se tirer d'affaire en ce qui concerne la présentation générale du projet, c'est-à-dire sa mise en page avec, surtout, l'alignement vertical du début des différentes lignes.

Pour le reste, la Chambre a à présenter les quelques remarques qui suivent.

Préambule

Au préambule, il manque les mots "*Nous Jean*" et la phrase "*Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics*".

Article I, 2°, b)

L'article 12, paragraphe I, lettre d), numéro 1°, point 3, doit être complété par l'ajout du mot "*visé*":

"d'un congé pour travail à mi-temps visé à l'article 32 paragraphe 2 de la susdite loi".

La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics profite de l'occasion pour signaler deux autres problèmes en rapport avec l'article 12, paragraphe I, lettre a), numéro 2, points 3 et 4.

En premier lieu, le dernier bout de phrase de chacune des deux dispositions concernées prévoit un règlement grand-ducal pour fixer *"les modalités d'exécution des dispositions de l'alinéa qui précède"*. Or, dans les deux cas, cette formule fait partie intégrante de l'alinéa en question, dont elle n'est séparée que par un point-virgule. La Chambre propose donc de remplacer les points-virgules par des points et d'inscrire la disposition permettant l'exécution par règlement grand-ducal à chaque fois dans un nouvel alinéa débutant par une majuscule (*"Un règlement ..."*).

Ensuite, la Chambre fait sienne une proposition de l'Administration du Personnel de l'Etat, tendant à voir intervertir les deux alinéas en question. En effet, lors des modifications apportées au texte en vigueur par le règlement grand-ducal du 14 mars 1994 - qui a permuté les points 3 et 4 - il a été omis d'adapter en conséquence le texte prévoyant les règlements d'exécution.

En conséquence, la Chambre propose d'agencer comme suit les points 3 et 4 de l'article 12, I, a, 2:

"3. Le temps non computable en vertu d'une autre disposition de la présente loi, couvert par des périodes d'assurances sous un ou plusieurs régimes de pension contributifs, pour autant que ce temps est situé avant le début de la pension à charge de la caisse de prévoyance et qu'il n'a pas donné lieu à prestation ou à remboursement des cotisations, et à condition que ce temps soit inférieur aux autres périodes computables par application de la présente loi.

Un règlement grand-ducal pris sur avis du Conseil d'Etat fixe les modalités d'exécution des dispositions de l'alinéa qui précède, tout en précisant, le cas échéant, les conditions et limites pour la prise en considération des périodes d'assurance y visées.

4. Le temps correspondant à l'exercice des fonctions de membre du gouvernement ainsi que le temps correspondant à l'exercice des fonctions de membre de la Chambre des Députés, de représentant luxembourgeois à l'Assemblée des Communau-

tés Européennes et de membre du Conseil d'Etat, à condition que ce temps ne soit pas computable en vertu d'une autre disposition de la loi.

Un règlement grand-ducal pourra fixer les modalités d'exécution des dispositions de l'alinéa qui précède."

Il est évident que, au cas où la proposition ci-dessus était retenue, la dernière phrase de l'article 12, paragraphe I, lettre d), numéro 5, devrait à nouveau se référer au "*paragraphe I, a), 2°, 3.*" (et non plus 4.), étant donné que "*les conditions et limites pour la prise en considération des périodes d'assurance*" seront alors à fixer par le règlement grand-ducal nouvellement prévu au numéro 3.

Article I, 6°, a)

Les trois dernières lignes de l'alinéa 1er à la page 4 du projet soumis à la Chambre sont à justifier correctement à gauche et à droite et l'expression "*del'alinéa*" est à écrire en trois mots ("*de l'alinéa*").

Article I, 7°, d)

Renvoyant à ce qu'elle a déjà dit au début du présent avis, la Chambre signale que la phrase introduisant les dispositions figurant sub a) et b) du nouvel alinéa 1er du paragraphe III de l'article 20 sont à justifier à droite, de sorte qu'il n'y ait pas d'"à la ligne" au beau milieu de la phrase, c'est-à-dire entre les mots "*a*" et "*droit*" et "*est*" et "*inhabile*".

Article I, 8°

La même remarque vaut pour le début du texte figurant au début de la page 6, où il convient d'écrire "*l'article 9, I, 1° b), 3° ...*" en une seule ligne, ainsi que pour les mots "*et ce avec effet au 1er avril*" terminant le premier alinéa à la page 7.

Article II, 6.

La disposition transitoire prévue au point 6. de l'article II concerne le calcul du droit à pension des membres d'associations religieuses. Etant donné que, d'une part, ces derniers ne peuvent guère prétendre à pension à 57 ans en faisant valoir 40 années de service, et que, d'autre

part, il y a lieu de garantir en l'occurrence le strict parallélisme avec ce qui est prévu par la loi sur les pensions des fonctionnaires de l'Etat, la Chambre signale que le texte proposé doit se référer, à la troisième ligne, au seul "*article 9.I.1.a*" (et non pas 9.I.1.).

Remarque finale

La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics estime indispensable que, dès la mise en vigueur du règlement devant découler du projet sous avis, un texte coordonné de la législation sur les pensions du secteur communal soit publié. En effet, l'une ou l'autre des remarques ci-dessus font naître le soupçon que même les spécialistes en la matière commencent à ne plus se retrouver dans le labyrinthe des dispositions continuellement modifiées depuis 1964, voire 1912.

* * *

Sous la réserve des remarques et suggestions qui précèdent, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics se déclare d'accord avec le projet sous avis.

(Avis émis conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 2, du règlement d'ordre interne de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics).

Luxembourg, le 5 mai 1995.

Le Secrétaire,

G. MULLER

Le Président,

J. DALEIDEN